

# L'ÉCHO

## DE ROUBAIX-TOURCOING

### LE REVEIL ECONOMIQUE

## NOTRE ENQUÊTE

SUR LE

## Projet d'augmentation des impôts

### Les protestations du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne

Notre enquête sur le projet d'augmentation des impôts nous apporte chaque jour les protestations émanant de tous les milieux de nos trois grands départements du Nord.

#### "C'est de la folie pure" dit Escoffier, député du Nord

Leon Escoffier, député du Nord, nous a écrit ainsi son opinion : « Les impôts nouveaux projetés par M. de Lasteyrie, c'est de la folie pure, le produit de la part du grand argentier de France, un état d'esprit inquiétant. »

Avant de voter un sou d'impôts nouveaux, il serait plus efficace de faire rentrer les impôts actuels. Sans sortir de notre département, pourquoi ne pas réclamer l'impôt sur le revenu, et cela au grand dommage des contribuables ?

Comme le fisc ne perd jamais ses droits, un beau matin les contribuables se verraient réclamer des sommes qui seraient hors d'état d'acquiescer, et le fisc sera satisfait.

On ne pourra nous résoudre à augmenter les impôts avant d'avoir voté toutes mesures tendant à élargir l'éventail fiscal des valeurs mobilières et à assurer l'égalité de tous devant l'impôt.

En tous cas, si l'on veut un moment voter de nouveaux impôts, ils ne devront à aucun prix frapper les objets de consommation. Le coût de la vie n'est que trop cher.

#### "Imposez le Capital" disent les ouvriers du Pas-de-Calais

Voici un quels termes M. Mailly, secrétaire du Syndicat de Mineurs du Pas-de-Calais et de l'Union départementale des 47 syndicats ouvriers du Pas-de-Calais, nous a résumé les protestations unanimes des travailleurs organisés de ce département.

M. de Lasteyrie, le Ministre des Finances est en peine de trouver l'équilibre de son budget ? Qu'il apprenne que les ouvriers du Pas-de-Calais protestent avec la plus grande énergie contre son projet de faire passer sur les impôts actuels.

Si le projet de M. de Lasteyrie était mis en application, le résultat n'est pas douteux : il ne pourrait pas d'instinct sur la situation sociale, et pour porter atteinte à la prospérité d'une industrie considérable du coût de la vie, déjà trop élevée.

Il est évident que les nouveaux impôts proposés par le plus distingué des financiers du Bloc National ne sont que la répercussion certaine de l'entière occupation de la Ruhr.

#### "C'est sur nos ruines, d'autres misères", dit un commerçant de Saint-Quentin

Voici l'opinion de M. Devillers, commerçant, habitant au maire de Saint-Quentin : « Qui dit impôt, dit augmentation du coût de la vie. Or, dans nos malheureuses régions, qui portent encore les meurtrissures non guéries d'une guerre calamiteuse, la vie est déjà hors de toute proportion. »

inabondables, dentées fortement majorées, tout ce qui est nécessaire à la vie est plus convoité qu'aucun, parce que trop cher. Les travailleurs vont connaître la plus hideuse misère, et les producteurs une crise économique sans précédent. Or, c'est au moment où les caisses publiques sont vides, où les ouvriers chôment, où des entrepreneurs de nos régions arrêtent les travaux avec un gros découragement, que M. de Lasteyrie fait son geste.

C'est sur nos ruines, d'autres misères. C'est retarder la reconstitution. C'est faire attendre nos pauvres exilés, qui escomptent la prompte reconstitution de leur maison. C'est faire œuvre de mauvais financier.

Pour remplir les caisses de l'Etat, il faut d'abord que s'empressent celles des contribuables. Or, le projet va à l'encontre de ce but. Il va limiter la consommation, restreindre la puissance d'achat, favoriser l'extension du chômage.

L'Etat peut récupérer par l'impôt une somme nécessaire : il la perdra par la limitation volontaire de la consommation des produits imposés.

On proteste ! On proteste ! La liste des protestations contre le projet d'augmentation des impôts élaboré par le Ministre des Finances, M. de Lasteyrie, s'allonge journellement. Tous les milieux français, patrons et ouvriers combattent avec une égale énergie l'idée d'imposer de nouvelles charges aux contribuables.

### Un rejet du projet de M. de Lasteyrie

Cette décision a été votée par une commission parlementaire Paris, 25. — La Commission du Commerce et de l'Industrie a conclu, à l'unanimité, sur le rapport de M. Marol, au rejet de la proposition du Ministre des Finances tendant à majorer d'un double décime des impôts existants.

### Verdun, virtuose de l'évasion

Nancy, 25. — Dans la nuit du 23 au 24, deux détenus, Henri Steig, 23 ans, condamné à dix ans de prison, et Victor Verdun, se sont évadés de la maison d'arrêt de Saint-Mihiel en sciant les barreaux de leur cellule.

### Essor de l'Industrie Métallurgique

## Production Mondiale de Fonte et d'Acier

La France victorieuse se situe au quatrième rang, après l'Allemagne vaincue



### La Chambre a discuté la loi de Finances

Elle a réservé le débat sur les habitations à bon marché

La Chambre a continué hier la discussion de la loi de finances. L'Assemblée eut à s'occuper des questions les plus diverses, des baras, de l'amélioration des ports maritimes, des sanatoria pour lesquels on vota un budget de trois millions, de l'assistance médicale aux vieillards, du chiffre d'obligations à émettre par les grands réseaux, etc.

### LILLE ou AMIENS siège du 1<sup>er</sup> Corps

L'attribution du siège à l'une ou à l'autre ne serait pas encore fixée

Nous avions annoncé qu'à la suite de démarches des parlementaires de notre région, la question du siège du 1<sup>er</sup> corps d'armée était résolue. Nous publions ci-dessous un extrait publié par le « Progrès de la Somme », lequel veut jeter un jour nouveau sur la question.

« Nous avons annoncé en décembre que le Ministre de la Guerre décidait, de lui-même sans passer par le Conseil suprême de la Guerre, de placer à Lille, le siège du corps d'armée unique formé par la fusion des 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> corps. »

M. Maginot tenait ainsi une promesse faite à M. Loucheur. Or, nous apprenons que la Commission de l'armée à la Chambre ne serait pas disposée à entrer entièrement dans les vues du Ministre.

Le contrôle parlementaire existe et elle aurait l'intention de l'exercer. Nous croyons savoir qu'un certain nombre de membres de la Commission dégageés de toutes les influences locales et ne voyant que la situation stratégique elle-même, voudraient examiner la question de plus près et désiraient que le siège du corps d'armée demeurât à Amiens.

Les arguments que nous avons produits, restent les mêmes et conservent une égale valeur. Lille, par sa proximité de la frontière, se trouve un peu « en l'air » et la présence en première ligne du Général commandant le corps d'armée ne correspond guère aux notions modernes, enseignées par la profondeur de toutes les unités.

D'un autre côté, la situation d'Amiens, d'où l'on peut voir la frontière avec un certain recul, et surtout le nom de voies stratégiques de Longueau ou des dépenses si importantes viennent encore d'être faites, ne peuvent manquer de retenir l'attention des experts militaires de la Commission de l'armée.

### Le temps d'aujourd'hui

Temps couvert ou très nuageux, vents d'O., 2 à 4 m. Température minimum : + 3°.

### Le Sénat s'est occupé de la carte sous-marine

Il a discuté l'interpellation sur la perte du cuirassé "France"

Le Sénat a discuté hier l'interpellation de M. GILOTTEUX, sur les conséquences de la perte du cuirassé « France », au point de vue des réformes à adopter dans le corps des ingénieurs hydrographes de la marine.

### L'éloge de M. Ribot à la Commission des R. L.

Paris, 25. — A la Commission Sénatoriale des Régions Libérées, M. L. Hubert, élu président en remplacement de M. Ribot, a fait l'éloge de son prédécesseur.

### Les condoléances du roi d'Angleterre à la veuve de l'ancien Ministre

D'autre part, lord Greve, ambassadeur britannique à Paris, a adressé à Mme Alexandre Ribot une lettre lui faisant part de ses condoléances du roi d'Angleterre, qui se dit fier de compter parmi tous les amis de l'ancien président du Conseil.

### Les "Freres" seront-ils autorisés à revenir ?

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE EST INCOMPÉTENTE SUR LA QUESTION

La Commission administrative générale de la Chambre s'est déclarée, à l'unanimité, incompétente pour examiner le projet de gouvernement tendant à autoriser l'Institut missionnaire des Frères des écoles chrétiennes.

### La semaine professionnelle des travailleurs intellectuels

Paris, 25. — Au cours de la séance du matin de la « semaine professionnelle des travailleurs intellectuels de France », les délégués se sont occupés de la réforme de l'enseignement au point de vue littéraire et de la question des manuels.

La séance de l'après-midi a été close par l'examen, sous la présidence de M. Bouchor, délégué général-adjoint de la C. G. T., d'une série de communications sur les retraites des travailleurs intellectuels.

### Le transfert du 6<sup>e</sup> Chasseurs de Lille à Saint-Omer

Une protestation des Sénateurs et Députés du Nord

Paris, 25. — Les sénateurs et députés du Nord ont adressé une lettre au Ministre de la guerre concernant le maintien du 6<sup>e</sup> chasseurs à Lille.

### Un mineur de Carvin a été écrasé par une auto

Mardi soir, vers 23 heures, le nommé Verniest Augustin, âgé de 49 ans, houilleur aux mines de Carvin, demeurant au hameau « Ste-Barbe », revenait de Carvin où il avait fait divers achats et où il s'était arrêté dans différents estaminets, lorsque arriva en corne « Macron » le trébuché et tomba sur la chaussée au moment où passait une camionnette des Mines de Carvin, conduite par le chauffeur Brion Vilfrid.

### Voulez-vous savoir si votre quartier est touché par les expropriations du Nouveau Plan de Lille ?

Achetez le RÉVEIL ILLUSTRÉ de cette Semaine (16 pages, 20 centimes) qui publie les plans inédits et officiels de la transformation de Lille.

### L'AGITATION ALLEMANDE S'ACCROIT ENCORE

## Les Cheminots de la Ruhr déclarent la grève générale

Les troupes d'occupation feront usage de leurs armes en cas de désordres et on signale des mouvements menaçants de l'Orgesch

On connaît les incidents qui se produisent mercredi à Mayence quand fut connu le verdict suivant lequel les industriels allemands, coupables d'avoir obéi trop strictement aux ordres du gouvernement de leur pays, étaient condamnés à de fortes peines d'amende. Leur défense basée surtout sur leur déclaration d'avoir rempli leurs devoirs de patriotes a été plutôt bien accueillie par les juges français, aussi des peines de prison leur furent-elles éparpillées.

### Tout trafic est suspendu sur le Rhin

Duisbourg, 25. — Les mariners du Rhin se sont mis en grève pour protester contre la réquisition de remorqueurs par les autorités de l'occupation. Tout le trafic sur le Rhin est suspendu pour le moment.

### Des douaniers allemands ont été arrêtés

Essen, 25. — A Dortmund, deux fonctionnaires des douanes allemandes ont refusé tous renseignements et toute communication de dossiers à nos officiers de douane arrivés pour organiser sur ce point notre ligne de surveillance douanière. Ils ont été arrêtés sur-le-champ. Même refus général de la part de l'administration des canaux de la Ruhr, qui s'oppose à l'usage et au chargement des chalands sur ses canaux.

### L'Orgesch va-t-il se tenir sur le pied de guerre ?

Des mouvements suspects sont constatés en Allemagne

Le correspondant de l'« Echo de Paris » à Dusseldorf insiste sur les menaces de l'Orgesch. « Moi-même, dit-il, j'ai vu des jeunes gens munis de baluchons qui ressemblaient étrangement à des réservistes reprenant leur corps et sur lesquels la garde d'honneur n'est occupée, cinq chefs de gare, côté à côté, qui ressemblent étrangement à des officiers de cavalerie. Je sais qu'on a fait bien des découvertes en matière de bureaux de recrutement allemands et qu'un officier allemand, dont on m'a dit le nom, a reçu un ordre individuel. Les Orgesch s'agitent. »

« Le peuple allemand est en danger : Allemands de toute condition, sans distinction de parti, affiliés ou immédiatement à une Ligue allemande, dont le mot d'ordre est : « Pour le peuple allemand, avec le gouvernement, contre l'ennemi. » Selon le « Vorwärts », cette Ligue allemande n'est autre chose qu'un déguisement des bandes Ehrhardt.

### Une explication de Berlin

Une information officielle de Berlin, sujette, par conséquent à caution, signale qu'en plusieurs endroits de l'Allemagne, des jeunes gens ont, en raison de l'occupation des territoires rhénans, sollicité leur incorporation dans l'armée. Le gouvernement a répondu que le Reich ne pouvait pas procéder à des enrôlements en dehors des cadres prévus. Tout en appréciant le mouvement qui fait agir ces jeunes gens, il leur conseille de continuer à vaquer paisiblement à leurs occupations.

### 2 déserteurs de la Reichswehr sont arrivés en Rhénanie

Dusseldorf, 25. — Deux déserteurs de la Reichswehr venus à pied de Magdebourg, ont été recueillis à leur arrivée dans les territoires occupés.

### Après les désordres de Mayence

Les habitants sont avertis des graves mesures militaires qui seront prises

### Le général commandant la place de Mayence a fait afficher en ville la proclamation suivante :

« L'ordre a été troublé dans la place de Mayence, au cours de la journée du 24 janvier 1923. Les autorités locales allemandes et, notamment, la police, n'ont pas fait le nécessaire pour prévenir les manifestations et pour rétablir l'ordre. »

« En conséquence, par application des dispositions de l'article 13, concernant l'occupation militaire des territoires rhénans, le général commandant la place de Mayence prend, à partir de ce jour, 25 janvier, la décision des services d'ordre. Les forces de la police allemande se trouvant sur le territoire de la place de Mayence passent sous son commandement. Les autorités militaires ont fait preuve, jusqu'ici, de la plus grande patience ; elles sont décidées à réprimer, désormais, sans la moindre hésitation, toute tentative de désobéissance. Les troupes ont reçu, en conséquence, l'ordre de faire usage de leurs armes. »

Le commandant de la place a signé : MARESCHAL.

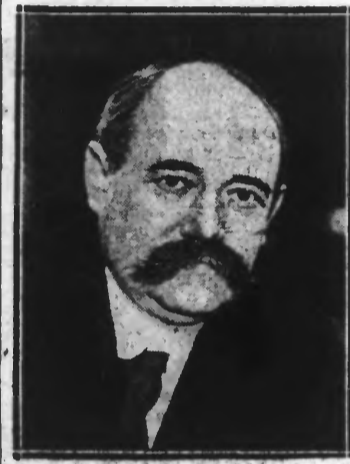
### Les Français occupent des centres des P.T.T.

Les fonctionnaires refusent d'obéir aux ordres militaires

Essen, 25. — En plusieurs villes et localités de la Ruhr, des fonctionnaires allemands de l'administration des postes et télégraphes ont opposé un refus systématique aux demandes de communication faites par l'autorité militaire. Le haut commandement a donné aussitôt l'ordre d'occupation par nos troupes des centres télégraphiques et téléphoniques d'Essen, de Bochum et de Dortmund.

### Le Cabinet français va mener campagne

Paris, 25. — Les agents de propagande allemande lancent toute une série de fausses nouvelles, que certains de nos confrères américains et anglais accueillent avec une



M. LE TROQUER, Ministre des Travaux Publics